Nations Unies S/PV.8186

Conseil de sécurité

Soixante-treizième année

Provisoire

8186e séance

Jeudi 22 février 2018, à midi

New York

Président :	Le cheik Al Sabah	(Koweït)
Membres :	Bolivie (État plurinational de)	M. Llorentty Solíz
	Chine	M. Ma Zhaoxu
	Côte d'Ivoire	M. Tanoh-Boutchoue
	États-Unis d'Amérique	Mme Eckels-Currie
	Éthiopie	M. Alemu
	Fédération de Russie	M. Nebenzia
	France	M. Delattre
	Guinée équatoriale	M. Ndong Mba
	Kazakhstan	M. Temenov
	Pays-Bas	M. Van Oosterom
	Pérou	M. Meza-Cuadra
	Pologne	Mme Wronecka
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Hickey
	Suède	M. Skoog

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (http://documents.un.org)

18-04816 (F)

Document adapté

Merci de recycler

La séance est ouverte à 12 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Le Président (*parle en arabe*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la République arabe syrienne à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, à participer à la présente séance.

M. Lowcock participe à la présente séance par visioconférence depuis Genève.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne maintenant la parole à M. Lowcock.

M. Lowcock (*parle en anglais*) : Mes collègues et moi-même avons présenté au Conseil de nombreuses mises à jour sur la situation dans la Ghouta orientale au cours des trois derniers mois. Je voudrais commencer aujourd'hui par faire entendre aux membres quelques voix venant directement de la Ghouta orientale. Ces trois derniers jours, le Bureau de l'Envoyé spécial à Genève a reçu des milliers de messages sur les applications de messagerie instantanée de la part de civils qui se trouvent là-bas. Ils nous supplient de les aider. Voici l'un d'entre eux, celui d'un travailleur humanitaire dans la région, une personne qui connaît bien le droit international humanitaire :

> « Au cours des deux derniers mois, les opérations militaires se sont converties en un processus de prise pour cible systématique des civils. La plupart des raids aériens ont délibérément visé des immeubles résidentiels civils. Des familles entières ont péri sous les décombres. Aujourd'hui, alors que les combats s'intensifient, je vous demande, en tant que père qui attend la naissance de son premier enfant et en tant que travailleur humanitaire qui tente de préserver ce qui reste de la vie, d'intervenir pour faire cesser les opérations systématiques contre les civils et ouvrir les routes pour l'acheminement de l'aide humanitaire. »

Voici d'autres voix.

> « Des familles entières sont prises pour cible. Une mère et ses trois enfants. Quatre femmes enceintes; l'une est morte, une autre est dans un état critique, la troisième a perdu son bébé et la quatrième est sous observation. Une jeune fille a perdu ses deux yeux, et ça continue. »

> « Nous ne voulons pas la guerre, nous ne voulons pas la guerre, nous voulons pas la guerre. »

> « Entendez-vous nos messages, nos voix et notre peur? »

> « Notre situation est tellement tragique. Nos caves ne sont pas sûres et ne nous permettent pas de satisfaire à nos besoins essentiels. Aidez-nous, soyez à nos côtés. »

> « Plutôt que de dire 'plus jamais', le monde dit 'encore une fois'. »

En tant que représentants des États Membres, tous les participants ici présents savent que leurs obligations en vertu du droit international humanitaire sont, comme leur nom l'indique, des obligations contraignantes. Ce ne sont pas des faveurs à être échangées dans un jeu de mort et de destruction. L'accès humanitaire n'est pas un luxe; c'est une obligation légale. Les efforts de lutte contre le terrorisme ne peuvent se substituer à l'obligation de respecter et de protéger les civils. Ils ne justifient pas la mort de civils ni la destruction de villes et de quartiers entiers.

Le Conseil a été informé dans le moindre de détail, mois après mois, de l'ampleur des souffrances endurées par le peuple syrien. Nos rapports ont fait état d'une suite sans fin d'enfants, de femmes et d'hommes morts et blessés, de frappes aériennes, de tirs de mortiers et de roquettes, de barils d'explosifs, de bombes à sous-munitions, d'armes chimiques, de grenades incendiaires, d'attentats-suicide à la bombe, de tireurs embusqués, d'attaques en deux temps contre des civils et les infrastructures essentielles dont ils dépendent, notamment des hôpitaux et des écoles, de viols, de détention illégale, de torture, de recrutement d'enfants et de siège de villes entières qui rappellent l'époque médiévale.

Au cours des dernières 24 heures, les tirs d'artillerie massifs et les bombardements aériens contre plusieurs communautés de la Ghouta orientale se seraient poursuivis, faisant au moins 50 morts et 200 blessés.

Selon certaines sources, le nombre total de morts depuis le 19 février s'élève à près de 300 personnes. Vingt-trois attaques contre des infrastructures civiles vitales ont été signalées depuis le 19 février. Au moins sept établissements de santé auraient été touchés le 21 février. Le seul centre de soins de santé primaires de la ville de Mdeïra aurait été rendu inopérant par des frappes aériennes. Un hôpital de la ville de Douma a été gravement endommagé par des barils d'explosifs tombant à proximité. Toujours à Douma, un centre d'obstétrique a été endommagé. Un hôpital aurait été attaqué dans la ville de Jisreïn, entraînant la mort d'une infirmière. Les deux centres du Croissant-Rouge arabe syrien dans les villes de Douma et d'Harasta auraient été endommagés par les bombardements. Entre-temps – et c'est aussi un point sur lequel j'ai régulièrement insisté – les tirs de mortier provenant de la Ghouta orientale auraient également tué et blessé des dizaines de civils à Damas.

Les membres connaissent tous les statistiques de ce conflit. Ils savent que la moitié de la population syrienne a soit fui le pays soit été déplacée à plusieurs reprises. Ces gens ont tout perdu. Ils ont vu leurs maisons détruites, leurs voisins tués et leurs proches disparaître. Tout le monde sait que de multiples attaques chimiques, confirmées ou alléguées, en Syrie ont tué et terrorisé des civils syriens.

La Ghouta orientale est un exemple vivant d'une catastrophe humanitaire parfaitement connue, entièrement prévisible et tout à fait évitable qui se déroule sous nos yeux. Tout le monde sait que près de 400 000 personnes sont assiégées et qu'elles le sont depuis plus de quatre ans. Tout le monde sait que dans la Ghouta orientale, des milliers et des milliers d'enfants sont confrontés à une malnutrition aiguë comme nous n'en avons pas vu ailleurs en Syrie depuis le début du conflit. Tout le monde sait que plus de 700 personnes ont besoin d'une évacuation médicale d'urgence vers des hôpitaux qui se trouvent à quelques kilomètres seulement, à Damas.

Nous avons tous vu ces derniers jours les images de bombes et de mortiers s'abattant sur des boulangeries et des installations médicales. Selon les informations recueillies par des collègues de l'ONU chargés des droits de l'homme, au moins 346 civils ont été tués depuis le début de ce mois et près de 900 personnes ont été blessées. Tous les membres ont entendu le Secrétaire général hier, dans cette salle, décrire la Ghouta orientale comme « l'enfer sur terre » et dire que nous ne pouvons pas « permettre que des faits aussi épouvantables continuent de se produire ». Ils l'ont également entendu plaider pour « une suspension immédiate de toutes les activités militaires dans la Ghouta orientale » (*S/PV.8185, p. 2*).

En début de semaine, l'UNICEF a publié une déclaration en blanc, car elle ne trouvait plus les mots pour décrire la brutalité de cette guerre. Son seul message a été qu' « Aucun mot ne rendra justice aux enfants tués, à leurs mères, à leurs pères et à leurs proches. »

Cette violence épouvantable se produit alors que des obstacles de plus en plus nombreux nous empêchent de parvenir aux populations prises au piège derrière les lignes de conflit. Au cours des derniers mois et comme jamais depuis 2015, nous n'avons éprouvé autant de difficultés à accéder aux populations résidant dans les zones difficiles d'accès et assiégées, en particulier par l'intermédiaire de convois autorisés à franchir les lignes de front. Depuis le 1er décembre, soit depuis près de trois mois, nous n'avons pu déployer que trois convois transfrontaliers, ce qui ne nous a permis d'atteindre que 67 200 personnes. Seules 7 200 de ces personnes se trouvaient dans des zones assiégées, soit moins de 2 % du nombre total de personnes vivant en état de siège. En 2017, jusqu'à la fin de novembre, environ 53 convois transfrontaliers sont parvenus jusqu'aux populations dans le besoin, soit près de cinq convois par mois en moyenne. Au total, près de 2 millions de personnes ont bénéficié d'une aide durant les 11 premiers mois de 2017, soit environ 175 000 personnes par mois. Nous avons donc atteint 175 000 personnes par mois en 2017; et seulement 22 000 personnes par mois au cours des trois derniers mois. Ce ne sont pas des ouï-dire ou des allégations. Nous avons des informations détaillées et factuelles à cet égard, parce que ces convois sont les nôtres.

En outre, le niveau d'accès en 2017 a été de presque 40 % inférieur à ce qu'il était en 2016. L'accès n'est pas uniquement limité en ce qui concerne les livraisons d'aide, nous éprouvons également de plus en plus de difficultés à évaluer de manière indépendante les besoins sur le terrain et à superviser l'acheminement de l'aide.

Lorsqu'une génération entière est privée de son avenir, lorsque les attaques contre des hôpitaux deviennent la nouvelle norme, lorsque le siège des villes et des quartiers entiers devient une réalité durable pour des centaines de milliers de personnes, la communauté internationale doit agir d'urgence et prendre des mesures

concrètes. Je l'ai déjà dit et je le répéterai. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une cessation durable des hostilités, et nous en avons désespérément besoin – une cessation de la violence qui permettra d'organiser un acheminement immédiat, sûr, sans entrave et soutenu de l'aide et des services humanitaires, d'évacuer les malades et les blessés graves et d'apaiser la souffrance du peuple syrien.

Le Conseil peut encore sauver des vies dans la Ghouta orientale, et ailleurs en Syrie. Je l'implore de le faire. Des millions d'enfants, de femmes et d'hommes affligés et assiégés attendent que le Conseil prenne des mesures constructives.

Le Président (*parle en arabe*) : Je remercie M. Lowcock de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous vous remercions, Monsieur le Président, d'avoir répondu promptement à la proposition de notre délégation de convoquer une réunion extraordinaire sur la situation dans la Ghouta orientale, en Syrie. Cela ne signifie nullement que d'autres problématiques ne méritent pas autant d'attention. Plus particulièrement, à notre initiative, le Conseil de sécurité a récemment procédé à un examen approfondi de la terrible situation à Raqqa. Plus généralement, au cours du mois écoulé, nous nous sommes penchés plus d'une fois sur les problèmes humanitaires qui gangrènent la Syrie. Je prie les membres du Conseil d'écouter attentivement ce que j'ai à dire.

Il est plus que temps d'avoir une discussion franche sur la tournure des événements dans cette banlieue de Damas. La psychose de masse véhiculée ces derniers jours par les médias mondiaux, qui se sont coordonnés pour diffuser les mêmes rumeurs, ne contribue certainement pas à faire comprendre la situation. Lorsque les médias se sont intéressés à la situation dans l'est d'Alep, des scénarios catastrophe de propagande ont vu le jour à son sujet – une ville où, après le départ des terroristes, des entrepôts remplis de médicaments et de matériel médical ont été découverts. Nous avons alors exigé que le Secrétariat mène une enquête, mais le rapport présenté au Conseil de sécurité était totalement superficiel.

Nous sommes constamment bombardés d'images montrant les Casques blancs à l'action, eux qui se font passer pour des secouristes. Il a été démontré il y a longtemps qu'ils reçoivent une aide étrangère généreuse et collaborent étroitement avec des groupes terroristes. En règle générale, ils sont les sources originales d'une désinformation récompensée généreusement. On nous donne l'impression que la Ghouta orientale n'est qu'un amas d'hôpitaux, et que c'est à ces hôpitaux que s'en prend l'armée syrienne. C'est une tactique bien connue de guerre de l'information. Il est cependant de notoriété publique que les militants, où que ce soit, installent leurs bases militaires dans des infrastructures médicales et d'enseignement, mais pour une raison quelconque cette vérité gênante n'est pas claironnée.

Il serait bien avisé de commencer par le fait qu'il reste plusieurs milliers de militants rebelles dans la Ghouta orientale, dont certains sont affiliés à des organisations terroristes, principalement le Front el-Nosra. Il y a quelque temps, ils ont violé l'accord de cessation des hostilités en attaquant une unité de chars blindés des forces armées syriennes à Harasta. Ils bombardent Damas, et les attaques s'intensifient de jour en jour. Des dizaines de missiles sont tirés chaque jour, et pas un endroit de la capitale n'est épargné. Pour une raison inconnue, ces statistiques ne sont pas prises en compte par les représentants de l'ONU, alors que la Mission permanente de la Syrie les distribue régulièrement. Nous avons indiqué que, dans une déclaration en date du 20 février, un représentant officiel du Secrétaire général a décrit des informations factuelles comme « signalées » (voir S/PV.8183). Aujourd'hui encore, le Secrétaire général adjoint a parlé de bombardements signalés. Ces informations auraient toutefois pu être facilement vérifiées par le personnel de l'ONU s'il avait inspecté les zones touchées par des destructions et rencontré les victimes.

Les locaux de l'Ambassade de Russie ont été bombardés à plusieurs reprises, et à chaque fois, les mêmes délégations au Conseil de sécurité ont trouvé des excuses pour ne pas accuser les auteurs de ces actes de terrorisme. On se voit contraint de conclure que quelqu'un aide volontairement les criminels à échapper à la justice. D'ailleurs, il est troublant qu'il n'y a pas si longtemps, des représentants de certaines délégations qui se considèrent comme des chefs de file en matière de promotion des droits de l'homme et du droit international humanitaire ont affirmé sérieusement que les dégâts causés par les bombardements à Damas n'avaient pas atteint un niveau digne de l'attention accordée à la Ghouta orientale. Notre réaction immédiate a été de demander combien de personnes doivent mourir pour atteindre un niveau digne de notre sympathie. Nous

n'avons reçu aucune réponse. Est-il approprié de passer sous silence les tragédies à Ramadi, Falloujah, Mossoul et Raqqa tout en encourageant l'hystérie à propos de Madaya, de Daraya, de l'est d'Alep et de la Ghouta orientale, en encourageant les militants à continuer d'humilier les civils?

À ce propos, la destruction méthodique de Raqqa par les forces de la coalition est très récente. Il est peu probable que l'on ait oublié cet événement si rapidement. Pour une raison quelconque, lorsque la Coalition a bombardé Raqqa, personne n'a sonné l'alarme, personne n'a appelé au respect du droit international humanitaire et personne n'a proposé un cessez-le-feu immédiat. C'est vrai, la Coalition a chassé l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) de Raqqa. Nous le savons. Mais après avoir fait cela, les États-Unis ont oublié cette ville. Personne ne mène des activités de déminage dans cette ville. Est-ce qu'on sait que jusqu'à 50 civils qui retournent à Raqqa sont victimes d'explosions de mines chaque jour? En outre, nous ne voyons pas beaucoup d'enthousiasme de la part de ces militants célèbres en ce qui concerne la pire crise humanitaire de notre époque, qui se déroule dans le contexte du conflit armé au Yémen.

Les rebelles ont pris en otage les personnes qui sont restées dans la Ghouta orientale, qui ne sont pas autorisées à quitter la zone qui est sous le contrôle des rebelles via le point de passage de Wafidin. Le Centre pour la réconciliation des parties belligérantes sur le territoire de la République arabe syrienne a appelé les groupes illégaux à déposer les armes et à régulariser leur situation, mais ils ont interrompu les négociations hier, le 21 février. Il est évident qu'ils ne se soucient pas de la vie et de la sécurité des habitants de la Ghouta orientale, qu'ils utilisent comme boucliers humains. Leur objectif est de continuer à négocier des avantages tactiques et logistiques dans leur propre intérêt. Cela ne semble pas particulièrement inquiéter les soutiens étrangers de ces groupes, qui pourraient utilement exercer leur influence sur eux. Au contraire, ils préfèrent maintenir le statu quo et organiser des campagnes véhémentes pour porter atteinte à la réputation de la Syrie et de la Russie.

Par ailleurs, on gaspille beaucoup d'énergie pour fragmenter les efforts internationaux en faveur d'un règlement du conflit syrien. Au lieu d'appuyer le processus de désescalade d'Astana et le Congrès du dialogue national syrien à Sotchi, qui apportent désormais un appui important aux négociations intersyriennes menées à Genève sous l'égide de l'ONU, nous constatons que des efforts se poursuivent dans les coulisses pour saper ouvertement le travail effectué au sein de ces instances. En outre, on crée des clubs fermés, dont un exemple frappant est le soi-disant Partenariat international contre l'impunité d'utilisation d'armes chimiques, qui porte atteinte aux cadres établis pour la coopération internationale en matière de non-prolifération. Nous savons que des préparatifs sont en cours pour une présentation informelle de cette initiative à Genève. Nous réaffirmons notre position à cet égard, à savoir que les représentants de organisations internationales respectables telles que l'ONU et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, compte tenu de leur neutralité, ne devraient pas être associés à des initiatives étroites telles que celle-ci, qui ne jouissent pas d'un appui universel.

En toute logique, beaucoup se demandent maintenant ce qu'il faut faire pour parvenir à une désescalade, dans les meilleurs délais, dans la Ghouta orientale et dans d'autres zones problématiques de la Syrie. Les délégations de la Suède et du Koweït ont trouvé une recette pour y parvenir, en tant qu'observateurs informels de la dimension humanitaire du conflit syrien au sein du Conseil de sécurité. Leur projet de résolution, qui a été officiellement déposé pour être mis aux voix – même si les auteurs savent parfaitement qu'il n'y a pas d'accord à ce sujet –, propose une solution en apparence toute simple, à savoir la mise en place d'un cessez-le-feu sur l'ensemble du territoire syrien pour une période d'au moins 30 jours. Nous aimerions savoir comment une telle trêve serait garantie, mais nous n'avons pas reçu de réponse claire à ce sujet. L'essentiel, disent-ils, est de prendre une décision, et on peut réfléchir aux détails plus tard. On ne peut pas adopter une telle logique face à une question aussi complexe que le conflit syrien. Nous en avons déjà fait l'expérience, s'agissant notamment de la situation dans l'est d'Alep.

En principe, un cessez-le-feu serait très utile, et pas seulement pour garantir l'acheminement de l'aide humanitaire. Le défi est de savoir comment y parvenir. Ce qu'il nous faut ici, ce n'est pas d'adopter résolutions purement symboliques, mais de prendre des mesures qui correspondent à la réalité sur le terrain. Nous parlons constamment de la nécessité pour le Conseil de sécurité de se mettre d'accord sur des mesures réalisables, qui ne sont pas populistes ou qui n'ont rien à voir avec la réalité. Il en va de la crédibilité de l'organe de l'ONU à qui incombe la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales conformément à la Charte, dont nous avons justement discuté les objectifs et les principes

hier. Si l'on pouvait arrêter la violence dans les points chauds grâce à des résolutions, nous vivrions déjà dans un monde complètement différent.

La stabilisation exige un travail difficile et de longue haleine en collaboration avec les parties au conflit, afin qu'elles s'assoient à la table des négociations et élaborent les paramètres du cessez-le-feu. Il n'y a pas d'autre moyen. Il est également impossible de garantir sur papier que dans 48 heures ou à tout autre moment, les convois humanitaires vont se mettre en route et des opérations massives d'évacuation sanitaire vont commencer. En passant, des paramètres spécifiques de normalisation pour un certain nombre de problèmes complexes sont en cours d'élaboration à Genève, notamment en faisant appel à l'expertise du Groupe international de soutien pour la Syrie. Ces questions concernent notamment le camp des déplacés de Roukban – selon ce que nous avons cru comprendre, l'armée américaine qui occupe cette zone a finalement donné à l'ONU des garanties par écrit –, le camp de Yarmouk – où se trouvent toujours des terroristes de l'EIIL – et les enclaves de Fouaa et de Kefraya.

À cet égard, je voudrais savoir si ceux qui sont à l'origine de cette initiative ne comprennent pas vraiment qu'elle est utopique, ou s'ils poursuivent un autre objectif, qui n'a rien à voir avec la volonté d'aider les Syriens qui se trouvent dans une situation difficile. Malheureusement, ce qui s'est passé dans l'est d'Alep en 2016 nous suggère que c'est la deuxième option qui est vraie : l'objectif est de provoquer un scandale, afin d'exercer davantage de pressions internationales sur les autorités syriennes et de calomnier la Russie. En outre, au lieu de mettre l'accent sur la nécessité de relancer de toute urgence le processus de Genève sur la base des accords auxquels les Syriens sont parvenus à Sotchi, on formule des accusations contre le Gouvernement syrien, sans discrimination. Est-ce que cela est de nature à faciliter le succès du processus de Genève?

Je tiens à le répéter, pour que tout le monde l'entende une fois de plus. La Russie continuera à faire tout ce qui est en son pouvoir pour instaurer la paix en Syrie et rétablir la stabilité dans la région du Moyen-Orient. Nous appelons nos partenaires à faire de même dans un esprit constructif de coopération, aux côtés des Nations Unies, au lieu de continuer à semer la confusion, à renforcer leur appui aux jihadistes et à déchirer cette région. Pour que ce projet de résolution soit utile et réaliste, la délégation russe a élaboré des amendements qui vont être distribués aux membres du Conseil.

M. Skoog (Suède) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier la Fédération de Russie d'avoir appelé à la convocation d'une réunion sur la situation terrible qui règne dans la Ghouta orientale et M. Mark Lowcock de son exposé. Je voudrais faire quelques brèves observations au nom de la Suède et du Koweït.

En sept ans de guerre, la situation dans la zone assiégée de la Ghouta orientale n'a jamais été aussi difficile. Je tiens à remercier le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de cet exposé qui nous rappelle une fois de plus l'horrible réalité que vivent les citoyens de la Ghouta orientale et les responsabilités du Conseil. Hier, dans cette même salle, le Secrétaire général a indiqué que les 400 000 habitants de la Ghouta orientale vivaient un enfer sur terre. Il nous a appelés, tous autant que nous sommes au Conseil, à agir pour qu'on suspende immédiatement toutes les activités militaires dans la Ghouta orientale, pour permettre à l'aide humanitaire d'atteindre tous ceux qui en ont besoin, pour permettre l'évacuation des centaines de personnes qui ont besoin d'un traitement d'urgence et qui ne peuvent pas le recevoir, et pour donner la possibilité aux autres civils d'être correctement soignés. Je saisis cette occasion pour rappeler à toutes les parties, comme Mark Lowcock vient de le faire, leurs obligations en vertu du droit international de protéger les civils et les hôpitaux, ainsi que les autres infrastructures médicales.

Les corédacteurs, la Suède et le Koweït, ont élaboré un projet de résolution pour répondre aux appels continus et légitimes de l'ONU à une cessation des hostilités pour une durée de 30 jours dans l'ensemble du pays, afin de permettre l'accès humanitaire et les évacuations médicales d'urgence. Notre projet de résolution appelle également à la levée du siège imposé à la Ghouta orientale. Nous demandons à tous les membres du Conseil de s'unir pour appuyer le projet de résolution et pour l'adopter d'urgence, de manière à pouvoir stopper les attaques ininterrompues dans la Ghouta orientale et au-delà, et à éviter une situation si désespérée qu'il n'existe pas de mots pour la décrire.

Nous, la Suède et le Koweït, exhortons en outre les parties à respecter et à mettre en œuvre l'accord de désescalade dans la Ghouta orientale. Nous appelons les pays garants du processus d'Astana – la Fédération de Russie, l'Iran et la Turquie – à n'épargner aucun effort et à user de toute leur influence sur les parties pour stopper la catastrophe humanitaire qui se déroule sous nos yeux.

Pour répondre à notre collègue russe au sujet de notre projet de résolution, les convois et les équipes

d'évacuation de l'ONU sont prêts à partir, dès que les procédures de sécurité de base seront en place. Le projet de résolution que nous proposons n'est pas un accord de paix global. Il vise la mise en place d'une pause humanitaire, qui est cruellement nécessaire, pour une période initiale de 30 jours. Des accords de cessez-le-feu sont déjà en vigueur dans les zones qui ont récemment été les plus touchées par l'intensification des combats. Il faut les respecter. Il existe des mécanismes de surveillance qui peuvent être utilisés. Le rôle du Conseil, je pense, est d'inciter les parties au conflit à respecter la cessation des hostilités qui est proposée. La cessation effective dépend des parties. Je crois que nous pouvons modifier la donne, et je crois qu'aujourd'hui, nous sommes mis à l'épreuve, pas seulement en tant qu'ambassadeurs représentant nos pays, mais en tant qu'êtres humains. C'est une responsabilité immense.

Le Président (*parle en arabe*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères du Koweït.

Tout d'abord, je remercie M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, de l'exposé qu'il a présenté aujourd'hui. Les observations faites par M. Lowcock dans ses déclarations concordent avec les remarques faites hier matin par le Secrétaire général (voir S/PV.8185), à savoir que la Ghouta orientale ne peut attendre plus longtemps. La souffrance sur place est immense, avec 400 000 personnes qui vivent l'enfer sur terre.

Nous appuyons tout ce que le Représentant permanent de la Suède, M. Skoog, a dit dans la déclaration qu'il a faite au nom du Koweït et de la Suède en tant que corédacteurs sur le volet humanitaire en Syrie. Malheureusement, le nombre de civils tués depuis le début du mois dans la Ghouta orientale s'élève désormais à 1 200. La communauté internationale se tait; elle ne fait pas un geste. La question qui se pose ici est la suivante : combien de temps allons-nous encore rester silencieux? Combien d'autres civils, femmes, enfants et personnes âgées devront-ils mourir ou être déplacés avant que la communauté internationale ne commence à agir et à parler d'une seule voix pour dire que c'en est assez – assez de massacres et assez de violations graves du droit des droits de l'homme et du droit international humanitaire? À cet égard, je voudrais faire les observations suivantes.

Premièrement, le Koweït et la Suède, en réponse aux demandes claires de l'ONU sur la situation humanitaire en Syrie, ont déposé conjointement un projet de résolution simple et clair, qui exige une cessation des hostilités dans l'ensemble de la Syrie pour une période de 30 jours afin que l'ONU et ses partenaires puissent fournir une aide et des services humanitaires et garantir une évacuation médicale critique des malades et des blessés, conformément aux dispositions du droit international, ainsi que mettre fin au blocus des zones résidentielles.

Deuxièmement, l'action de l'État du Koweït est fondée sur notre devoir religieux et national envers nos frères en Syrie. Nous avons la responsabilité juridique, humaine et morale d'arrêter qu'ils souffrent. À cet égard, nous appelons les membres à appuyer le projet de résolution et à voter pour. Nous devons surmonter nos divergences politiques pour protéger les civils.

Troisièmement, ne pas mettre fin au massacre systématique et au terrible bain de sang qui durent depuis sept ans, au moyen de diverses armes, ne fera qu'encourager les auteurs à continuer de commettre ces crimes en toute impunité, car l'impunité est le plus puissant des encouragements.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

M^me^ Eckels-Currie (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) **:** Je remercie le Secrétaire général adjoint Lowcock de son exposé, et en particulier d'avoir insisté sur le fait que les civils sont systématiquement pris pour cible dans la Ghouta orientale et sur le bilan que cela entraîne pour la population sur place.

Hier, le Représentant permanent de la Fédération de Russie a demandé la convocation de cette séance afin de « garantir que toutes les parties puissent exprimer leurs vues ». Les vues que M. Lowcock a décrites aujourd'hui sont, comme l'a dit le Secrétaire général et comme d'autres l'ont répété, celles de l'enfer sur terre pour la population de la Ghouta orientale. Je voudrais moi aussi partager ici le point de vue de quelques habitants de la Ghouta orientale.

Bilal a 22 ans, et sa femme est enceinte de cinq mois. Voilà ce qu'il dit : « Nous attendons que ce soit à notre tour de mourir; c'est tout ce que je peux dire ». Abdullah est un ouvrier du bâtiment, marié et père de six enfants. Il dit :

> « Les bombes tombaient partout près de notre maison. Cela fait une semaine que nous

fouillons les décombres des zones environnantes à mains nues ».

Malik est un médecin qui soigne les blessés. Il dit :

> « Les hôpitaux débordent de sang. Nous faisons ce que nous pouvons pour aider, mais la situation devient intenable ».

Ce ne sont là que quelques exemples du nombre accablant d'histoires horribles qui nous parviennent de la Ghouta orientale chaque jour. Les images et les vidéos sont partout, montrant des parents qui fouillent les décombres en criant pour retrouver leurs enfants; des médecins qui travaillent frénétiquement sans médicaments et sans équipement dans des hôpitaux clandestins pour sauver qui ils peuvent. Ce ne sont pas des terroristes qui arrivent dans ces salles d'urgences de fortune – ce sont des civils. Ce sont des gens ordinaires, qui sont attaqués par le régime barbare d'Assad qui est déterminé à réduire en cendres la Ghouta orientale, sans se soucier des 400 000 hommes, femmes et enfants qui y vivent.

Point n'est besoin d'avoir beaucoup d'imagination pour savoir ce que cherche le régime d'Assad. C'est exactement ce que nous avons vu à Alep en 2016, et à Hama et à Homs auparavant. Le régime d'Assad veut forcer ses opposants à se soumettre en les bombardant ou en les faisant mourir de faim. C'est pourquoi, à l'exception de deux modestes convois d'aide, le régime n'a autorisé aucun convoi militaire ni aucun acheminement de vivres dans la Ghouta orientale depuis le mois de novembre, et les bombardements n'ont pas cessé. Le régime d'Assad veut continuer de bombarder et de gazer ces 400 000 personnes, et il compte sur la Fédération de Russie pour s'assurer que le Conseil est incapable d'arrêter leurs souffrances.

Hier, le représentant russe a demandé aux parties de présenter leurs vues, et il en a présenté une aujourd'hui qui est profondément cynique. Les personnes ici présentes ont également entendu le Chef de l'action humanitaire de l'Organisation des Nations Unies et les déclarations de personnes telles que Bilal, Abdullah et Malik. L'attaque du régime est implacable et les souffrances sont atterrantes. Le Représentant permanent de la Russie a également demandé que nous « trouvions les moyens de sortir de cette situation ». Cependant, il semble décidé à bloquer tout effort véritable à cette fin.

Aucun membre du Conseil de sécurité n'a besoin de chercher l'issue bien loin. Grâce aux efforts inlassables de nos collègues du Koweït et de la Suède, cette issue est devant nos yeux. Nous avons un projet de résolution qui établit un cessez-le-feu de 30 jours pour aider à protéger les habitants de la Ghouta orientale et pour permettre l'acheminement de vivres et de médicaments. Les 15 membres du Conseil ont passé les trois dernières semaines à négocier le texte, en essayant patiemment de travailler les uns avec les autres, y compris la délégation russe. Nous pensions avoir un texte convenu. Il n'y a pas de surprises ici. Les États-Unis sont prêts à voter sur le projet de résolution, séance tenante. Nous devrions tous être prêts à le faire. La Suède et le Koweït ont consulté tout le monde sur ce texte. Ils ont joué leur rôle. Il n'y a pas de raison de tergiverser. Littéralement, dès la fin de la présente séance, le Conseil peut prendre la mesure la plus claire possible pour apporter son aide : voter pour un cessez-le-feu et voter pour l'accès humanitaire.

Ce dont la population de la Ghouta orientale a besoin n'est pas compliqué, et nous ne sommes pas les seuls à le dire. Le Chef de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge en Syrie l'a bien résumé en disant « C'est de la folie, et il faut que cela cesse ». Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le Prince Zeid, a demandé :

> « Combien de cruauté faudra-t-il avant que la communauté internationale puisse parler d'une seule voix pour dire assez d'enfants morts, assez de familles détruites, assez de violence, et prendre des mesures résolues et concertées pour mettre un terme à cette monstrueuse campagne d'anéantissement? »

L'UNICEF ne trouve pratiquement plus de mots pour décrire la situation. Tout ce que l'UNICEF a pu dire dans une déclaration bouleversante, c'était « Aucun mot ne rendra justice aux enfants tués, à leurs mères, à leurs pères et à leurs proches». Le Secrétaire général s'est exprimé clairement hier. Il appuie la cessation des hostilités, parce que la Ghouta orientale ne peut pas attendre.

Hier, le Représentant permanent de la Russie a demandé ce que nous devions faire au sujet de la Ghouta orientale. La population de la Ghouta orientale, les responsables de l'Organisation des Nations Unies, les dirigeants de l'action humanitaire et les défenseurs des droits de l'homme et, en fait, presque tous les membres du Conseil de sécurité lui ont répondu : cesser de bombarder la Ghouta orientale et permettre à l'assistance médicale d'y accéder. Le reste du Conseil est prêt à agir. Nous exhortons le Conseil à passer immédiatement à

l'adoption du projet de résolution sur le cessez-le-feu et l'aide humanitaire.

M. Ma Zhaoxu (Chine) (*parle en chinois*) : Je tiens à remercier la Russie de son initiative concernant la convocation de la présente séance. Je remercie également le Secrétaire général adjoint, M. Lowcock, de son exposé.

Récemment, le conditions de sécurité dans certaines zones de la Syrie, notamment dans la capitale, Damas, et dans la région de la Ghouta orientale, se sont gravement détériorées, causant de nombreuses victimes civiles et suscitant l'attention de l'ensemble de la communauté internationale. La Chine tient à exprimer sa profonde compassion au peuple syrien pour les souffrances qu'elle endure. Nous condamnons tous les actes de violence qui visent des civils et des installations civiles et qui portent atteinte à des vies innocentes. La Chine a toujours insisté sur le fait qu'il n'y avait pas de solution militaire au problème syrien; elle ne ferait qu'aggraver les souffrances du peuple syrien. Un règlement politique constitue la seule issue.

La tâche qui incombe d'urgence à la communauté internationale est d'appuyer les parties syriennes pour qu'elles reprennent dès que possible le dialogue et les négociations, sous la médiation de l'Organisation des Nations Unies, afin de rechercher une solution qui soit acceptée par toutes les parties, au moyen d'un processus politique conduit et pris en main par les Syriens eux-mêmes. C'est la seule façon d'améliorer fondamentalement la situation humanitaire en Syrie et de délivrer rapidement le peuple syrien de ses souffrances.

Des organisations terroristes continuent de mener des attaques en Syrie, lesquelles ont fait de nombreuses victimes parmi les civils et entravé les efforts de secours humanitaires de l'ONU. La communauté internationale doit renforcer sa coopération dans la lutte contre le terrorisme, adopter des normes uniformes et combattre résolument toutes les organisations terroristes désignées en tant que telles par le Conseil de sécurité.

En tant qu'élément du problème syrien, le problème humanitaire en Syrie est étroitement lié à la situation générale dans le pays et au processus politique syrien. Les mesures prises par le Conseil de sécurité sur le problème humanitaire en Syrie doivent non seulement aider à améliorer la situation humanitaire globale dans le pays, mais aussi à consolider la dynamique pour un cessez-le-feu en Syrie et à faciliter la réalisation d'un règlement politique d'ensemble du problème syrien. Le Chine engage le Conseil de sécurité à rester uni sur la question de la Syrie, à s'exprimer d'une seule voix et à créer rapidement les conditions propices à des progrès de fond dans le processus politique syrien.

M. Delattre (France) : Je remercie M. Lowcock pour sa présentation édifiante de la situation dans laquelle se trouvent les habitants de la Ghouta orientale. Mark Lowcock a tout dit. La pluie de fer et de feu qui s'abat de manière indiscriminée sur la Ghouta orientale repousse sans cesse les limites de l'horreur et de la souffrance humaine. Il n'y a pas de mots pour décrire ce qui se déroule en ce moment dans la Ghouta orientale.

Le régime ne se contente pas de bombarder sa propre population. Il s'efforce méthodiquement de viser les hôpitaux et les infrastructures vitales pour la population, avec un objectif macabre : s'assurer que les blessés qui ne sont pas morts sous les bombardements ne puissent pas survivre à leurs blessures. Il faut le marteler : les attaques contre les hôpitaux et les personnels de santé sont constitutives de crimes de guerre et leurs auteurs devront répondre de leurs actes.

Les rapports qui nous parviennent des organisations non gouvernementales et du Haut-Commissaire aux droits de l'homme sont proprement insoutenables. Vingt-huit attaques ont touché 20 hôpitaux de la Ghouta orientale depuis janvier. Plus de 700 personnes ont besoin d'évacuations médicales d'urgence. Ces évacuations sont systématiquement refusées depuis des mois par le régime de Damas. Plus de 400 000 personnes, dont 130 000 enfants, sont ainsi assiégées depuis des mois par le régime dans le cadre d'un siège digne du Moyen Âge.

Ne nous y trompons pas : le régime syrien et ses alliés brandissent la lutte contre les terroristes djihadistes, dont personne ne conteste la nécessité, pour justifier une offensive qui vise des objectifs bien différents. Ses véritables intentions sont bien d'annihiler toute opposition et de briser le moral des populations civiles en massacrant à l'aveugle. Cette offensive sur la Ghouta orientale, qui a connu une accélération effrénée au cours des derniers jours, et dont le pire est sans doute à venir, porte en germe, dans sa méthode comme dans ses conséquences, un nouvel Alep. Rappelons-nous que dans cette ville l'intensification des bombardements avait précédé une opération de reconquête d'une violence inouïe, qui n'avait jamais cherché à épargner les civils et n'avait pas exclu l'utilisation de l'arme chimique. Nous serons particulièrement vigilants sur ce point.

La France a condamné hier avec force, par la voix du Président Macron, ces bombardements indiscriminés contre les zones habitées et les infrastructures civiles, et demandé la mise en place immédiate d'une trêve pour permettre les évacuations médicales et l'accès humanitaire aux populations. Le Secrétaire général est également intervenu avec force dans le même sens. Comme l'a rappelé ce matin le Ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, tout immobilisme est coupable. Il faut agir, et vite. Or, le Conseil en a les moyens s'il en a la volonté.

La Suède et le Koweït, dont la France salue l'engagement, ont proposé un projet de résolution du Conseil de sécurité exigeant une cessation des hostilités immédiate pour permettre aux humanitaires d'évacuer les blessés et d'accéder aux populations. Le projet qui nous est soumis n'émet pas un jugement politique. Il exprime une exigence humanitaire qui, en tant que telle, doit nous rassembler. Dans ce contexte, nous avons pris note de l'intention de la Russie de proposer des amendements au projet de résolution. Nous les examinerons, mais il est essentiel que nous adoptions rapidement cette résolution pour que la cessation des hostilités intervienne sans délai car l'urgence, sur le terrain, est absolue.

Une cessation des hostilités n'est pas une concession : c'est la réponse minimale aux demandes répétées des Nations Unies, des acteurs humanitaires, relayées par les membres du Conseil. Il reviendra ensuite aux soutiens du régime d'en faire assurer le plein respect et de répondre à toutes les demandes d'accès à l'assistance humanitaire et aux évacuations médicales, conformément aux obligations découlant du droit international humanitaire. Nous ne pouvons imaginer qu'un membre du Conseil puisse s'y opposer.

Nous devons parallèlement, et la France y est prête, redoubler d'efforts pour mettre en place l'environnement neutre qui permettra un processus politique crédible et des élections en Syrie. Depuis le début de la crise syrienne, la France a défendu une position constante : le primat de la solution négociée sur la solution militaire, et la recherche d'une solution politique qui réponde aux aspirations du peuple syrien, assure une paix durable et endigue le terrorisme. La France ne déviera pas de la feuille de route qui a été agréée par la communauté internationale. Nous l'avons dit et nous le répétons, seule une solution politique inclusive établie sous les auspices des Nations Unies, mettant en place une transition politique dans le cadre du processus de Genève et de la résolution 2254 (2015) mettra fin de manière durable et crédible aux souffrances du peuple syrien.

Je voudrais conclure par une mise en garde et un appel : non seulement la situation en Syrie est revenue aux heures les plus sombres de la tragédie syrienne mais, si nous ne sommes pas en mesure de réagir fortement et sans délai, ne nous y trompons pas, le pire est devant nous. Le pire, c'est l'aggravation sans fin de la catastrophe humanitaire, qui broie les civils et, avec eux, toute trace d'humanité et toutes les valeurs qui fondent les Nations Unies. Une offensive terrestre générale contre la Ghouta orientale pourrait bien en être la prochaine et macabre étape. Le pire, c'est aussi l'élargissement du conflit. Les ingrédients d'une confrontation régionale, voire internationale, potentiellement majeure sont réunis aujourd'hui. Ce risque doit être pris très au sérieux.

Alors, au nom de nos valeurs comme de nos intérêts partagés, j'appelle chacun des membres du Conseil de sécurité au sursaut et au rassemblement. Nous le devons aux civils qui meurent par centaines dans l'enfer de la Ghouta orientale; nous le devons à la sécurité de la région et du monde, que nous avons collectivement la responsabilité de protéger; nous le devons à la crédibilité de l'ONU, qui est notre bien commun. Prenons garde que la tragédie syrienne ne soit pas aussi le tombeau des Nations Unies.

M. Meza-Cuadra (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous remercions M. Lowcock,Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, de l'exposé qu'il nous a présenté aujourd'hui sur la situation dramatique dans laquelle se trouvent les plus de 400 000 personnes qui résident dans la Ghouta orientale, ainsi que dans d'autres villes.

C'est avec consternation que nous avons entendu que, dans cette région, l'on continue de fouler aux pieds les principes les plus fondamentaux du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, comme en attestent les bombardements incessants et sans merci qui, chaque jour, font des victimes civiles par centaines, dont bon nombre sont des femmes et des enfants. Loin de ralentir, les bombardements se sont intensifiés ces derniers jours et semaines. La tendance est également à la hausse s'agissant du nombre de personnes en situation d'urgence médicale décédées faute de pouvoir être évacuées. Nous déplorons vivement que les convois d'aide ne puissent pas entrer dans les zones assiégées ou difficiles d'accès comme la Ghouta orientale, entre autres, en dépit des appels répétés de l'ONU et de divers pays, dont le Pérou,

pour que soit ménagé un accès immédiat, sûr et sans entraves aussi bien à la Ghouta orientale qu'aux autres régions de Syrie.

Tous ces faits qui, en fin de compte, permettent et entretiennent l'existence de cet « enfer sur terre », comme nous l'a décrit le Secrétaire général, méritent notre condamnation la plus énergique. Nous devons rappeler à toutes les parties, y compris aux autorités syriennes, qu'elles ont la responsabilité de protéger la population civile. L'ONU a recensé diverses mesures destinées à soulager les souffrances de la population civile dans la Ghouta orientale et dans d'autres zones touchées. Nous insistons sur une cessation immédiate des hostilités de 30 jours, afin de permettre l'acheminement d'aide, l'élaboration et l'exécution du plan d'aide humanitaire, et les cinq priorités énoncées par M. Lowcock. Ce sont là autant de mesures indispensables et urgentes, que le Pérou appuie sans réserve.

Une volonté politique sincère et concrète est nécessaire pour inverser la tendance des événements et donner corps à ces mesures. Nous remercions à cet égard la Suède et le Koweït de leurs efforts dédiés visant à parvenir à un accord autour d'un projet de résolution sur un cessez-le-feu qui, nous l'espérons, sera adopté dans les plus brefs délais. Il est absolument nécessaire que nous, membres du Conseil, et en particulier ceux qui ont la capacité d'exercer une influence sur le terrain, montrions au monde notre unité, notre sens du devoir et notre volonté de compromis, et que nous fassions clairement comprendre que l'être humain passe avant tous les autres intérêts.

Le Conseil doit pouvoir être à la hauteur des circonstances et s'acquitter de ses responsabilités délicates et importantes. Il peut compter sur notre délégation pour parvenir à prendre des mesures concrètes en vue d'atténuer les souffrances humaines dans la Ghouta orientale et dans toute la Syrie.

M. Van Oosterom (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Nous remercions la présidence du Conseil d'avoir convoqué la présente séance, et je remercie Mark Lowcock de son exposé édifiant. J'aborderai trois points aujourd'hui : premièrement, l'escalade de la violence; deuxièmement, le droit international humanitaire; et, troisièmement, les mesures envisageables par le Conseil.

Premièrement, s'agissant de l'escalade de la violence dans la Ghouta orientale, nous sommes réunis à un moment où la population est en très grande détresse dans la Ghouta orientale et ailleurs en Syrie. Une escalade démesurée de la violence a été déclenchée il y a quelques semaines par le régime syrien et ses alliés à Edleb et dans la Ghouta orientale. La violence s'est gravement intensifiée ces derniers jours et se poursuit sans trêve, comme Mark Lowcock l'a décrit avec une grande clarté. Nous condamnons toutes les attaques aveugles qui visent les civils. Les communautés de la Ghouta orientale sont en train de subir les bombardements les plus intenses depuis le début du siège en 2012. Des tirs de mortier visent également Damas. Les familles n'ont aucun endroit où se réfugier. Des femmes et des enfants meurent. Lundi, en à peine 13 heures, l'ONU a recensé au moins 92 morts parmi les civils dans la Ghouta orientale. Le bilan total, depuis lundi, semble désormais approcher les 300 personnes.

Nous continuons d'être informés d'attaques visant les hôpitaux, et d'un emploi renouvelé d'armes chimiques, qui provoquent des souffrances inhumaines chez les civils et chez ceux qui tentent de leur venir en aide. Nous rendons hommage aux efforts humanitaires des Casques blancs et condamnons les attaques qui les prennent pour cible. Tandis que se poursuivent les bombardements aveugles sur les zones peuplées de civils, l'aide humanitaire, y compris l'aide médicale, dont a désespérément besoin la population de la Ghouta orientale ne peut lui être acheminée. Nous condamnons les violences incessantes et le recours barbare à la tactique du siège. Nous avons déjà été témoins de cette tactique. Rappelons-nous d'Alep en décembre 2016 : le même scénario s'était alors produit. Le régime avaient transformé cette ville en un enfer invivable, où les civils étaient emprisonnés, étaient constamment pris pour cible depuis les airs, et n'avaient aucun accès à une quelconque forme d'assistance. Le Conseil ne peut pas rester sans rien faire tandis que ces mêmes événements se reproduisent dans la Ghouta orientale.

Cela m'amène à mon deuxième point, l'érosion du droit international humanitaire. Face à ce mépris flagrant pour la vie humaine, nous devons nous poser la question suivante : qu'est-il advenu des progrès accomplis au prix de tant d'efforts dans le domaine du droit international humanitaire? Le non-respect des Conventions de Genève par les parties au conflit syrien sape les normes mêmes qui y sont consacrées. Il sape aussi l'ordre international fondé sur des règles. Nous ne pouvons pas laisser faire. Le carnage en Syrie doit cesser. Le Conseil doit agir maintenant et de façon efficace, crédible et énergique. Le monde nous regarde. Nous demandons à toutes les parties au conflit syrien, en particulier le régime syrien et ses alliés, d'arrêter

de s'en prendre aux civils, de cesser les attaques contre les hôpitaux et de faciliter un accès immédiat aux organisations humanitaires pour qu'elles puissent acheminer l'aide qui fait cruellement défaut.

Cela m'amène à mon troisième point, à savoir l'action que doit mener le Conseil pour faire cesser les hostilités. Nous remercions les rédacteurs, le Koweït et la Suède, d'avoir mené, ces deux dernières semaines, des négociations sur un projet de résolution portant sur la terrible situation en Syrie. Nous saluons le fait que la Suède et le Koweït ont mené les négociations sur ce projet de résolution de manière circonspecte et ouverte. Nous appuyons sans réserve l'appel de la Suède et du Koweït à appuyer le texte.

Le projet de résolution comporte des mesures claires et applicables. Nous appuyons sans réserve une cessation immédiate des hostilités en Syrie afin de permettre aux convois d'aide d'acheminer denrées alimentaires et médicaments à tous ceux qui en ont besoin, ainsi qu'une évacuation sanitaire en toute sécurité des malades et des blessés graves. Cela doit avoir lieu le plus tôt possible. Les parties au conflit syrien et ceux qui ont de l'influence sur elles ont la lourde responsabilité de garantir la sécurité des opérations humanitaires et de veiller à ce qu'aucune évacuation forcée de civils n'ait lieu.

Pour terminer, certains membres du Conseil disent que le projet de résolution ne peut être mis en œuvre parce qu'il n'est pas réaliste. Mais si les parties impliquées en Syrie font montre de la volonté politique suffisante, la cessation des hostilités, qui est nécessaire de toute urgence, peut devenir une réalité. Lorsqu'il a adopté la résolution 2393 (2017) en décembre 2017, le Conseil a montré qu'il pouvait réagir de manière énergique pour atténuer les souffrances en Syrie, notamment en permettant l'acheminement à travers les frontières d'une aide humanitaire absolument vitale. Agissons encore une fois de façon énergique. Montrons au monde que nous pouvons nous mettre d'accord pour faire passer la sécurité des civils avant tout, partout en Syrie.

Les souffrances humaines en Syrie, en particulier dans la Ghouta, doivent cesser. Nous voulons une cessation des hostilités maintenant. Nous demandons en particulier à la Fédération de Russie d'user de son influence, de tout mettre en œuvre pour atteindre cet objectif et de permettre au Conseil d'agir avec efficacité. Adoptons tel quel ce projet de résolution réaliste, clair et équilibré. Faisons cesser la violence et permettons l'accès de l'aide humanitaire.

M. Alemu (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Secrétaire général adjoint, M. Mark Lowcock, de son exposé. Nous saluons les efforts qu'il déploie et comprenons les difficultés auxquelles il se heurte.

Nous sommes profondément préoccupés par l'escalade militaire dans la Ghouta occidentale et par ses conséquences catastrophiques sur les civils. Nous sommes aussi préoccupés par l'aggravation du conflit dans d'autres parties de la Syrie. Les informations continuant de faire état d'attaques contre des installations médicales, tuant de nombreux civils et en blessant de nombreux autres, sont de fait extrêmement inquiétantes. Nous soulignons qu'il est absolument impératif de protéger les civils dans la Ghouta orientale et dans les autres régions concernées.

Toutefois nous ne devons pas ignorer le fait que la capitale, Damas, est la cible de tirs de roquettes depuis la Ghouta orientale – une de ses banlieues. Il est impossible également de nier qu'une aide pouvant sauver des vies doit parvenir à tous les Syriens qui en ont besoin d'urgence. À cet égard, tout en nous félicitant qu'un convoi interinstitutions des Nations Unies ait pu acheminer une assistance vitale à plus de 7 000 personnes le 14 février, nous sommes conscients que c'est de toute évidence très insuffisant, étant donné la gravité de la situation humanitaire.

Pour répondre aux besoins humanitaires, l'ONU et ses partenaires humanitaires doivent se voir accorder un accès humanitaire sûr, accru et sans entrave. Comme le Secrétaire général l'a rappelé dans sa déclaration du 20 février et dans son appel vibrant lancé hier au Conseil (voir S/PV.8185), une cessation des hostilités est souhaitable pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire et les évacuations sanitaires. Nous devrions parvenir sans problème à un consensus sur cette question. Et c'est à cette fin que les membres du Conseil ont engagé des discussions constructives sur la façon de garantir le respect d'une cessation des hostilités.

Plus la situation sur le terrain se complique, moins il sera facile, selon nous, d'instaurer une pause humanitaire. Nous comprenons les préoccupations de certains à cet égard. Nous n'ignorons pas qu'il est possible que des éléments terroristes profitent de ce mécanisme pour servir leurs objectifs. Cela exige une volonté politique et une coopération concrète et de

bonne foi de la part de tous les acteurs syriens, ainsi que de tous les États ayant une influence sur les parties. N'oublions pas que la situation en Syrie se complique de jour en jour et que la situation humanitaire s'en ressent. Nous sommes extrêmement préoccupés par la tournure prise par les événements.

Alors qu'un drame humain se déroule sous nos yeux, le Conseil se doit de prendre des mesures efficaces et collectives à même de sauver des vies sur le terrain. C'est pourquoi nous n'avons eu de cesse de rappeler que le Conseil devait apporter un appui unifié à l'action humanitaire de l'ONU et de ses partenaires. Ce n'est qu'en œuvrant de concert que le Conseil pourra adresser un message fort et uni, capable de faciliter l'action humanitaire ô combien nécessaire de l'ONU et d'atténuer les souffrances dont les Syriens continuent d'être victimes. À cet égard, le projet de résolution d'ordre humanitaire peut nous donner une bonne occasion de montrer que nous sommes déterminés à agir concrètement. Il n'est peut-être pas parfait, mais le texte peut, selon nous, permettre à toutes les parties de coordonner leurs efforts en cours pour faire cesser les hostilités, pour le bien des civils qui se trouvent dans une situation extrêmement difficile.

Je voudrais saisir cette occasion pour remercier les deux rédacteurs – le Koweït et la Suède – qui ont travaillé d'arrache-pied pour parvenir à un consensus sur le texte. Nous espérons qu'ils poursuivront leurs efforts louables jusqu'à la dernière minute afin de répondre aux préoccupations – réelles et légitimes – de toutes les délégations.

Pour conclure, je voudrais réaffirmer que l'escalade de la violence dans la Ghouta orientale et dans d'autres parties de la Syrie rend plus importante et plus urgente que jamais la nécessité de trouver une solution politique globale, sans laquelle les souffrances des Syriens se poursuivront sans discontinuer.

M^me^ Wronecka (Pologne) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Mark Lowcock de son exposé.

Comme le Ministre polonais des affaires étrangères, M. Jacek Czaputowicz, l'a dit hier lorsqu'il a évoqué la situation dans la Ghouta orientale, rien ne peut justifier les attaques aveugles contre les civils innocents, dont des enfants, ou l'infrastructure civile, telles les installations médicales. Ces attaques doivent cesser immédiatement et toutes les parties au conflit doivent s'acquitter scrupuleusement de leurs obligations en vertu du droit international humanitaire. Nous insistons sur le fait que tous les acteurs doivent user de leur influence pour créer immédiatement les conditions d'une amélioration sur le terrain.

Une fois de plus, nous lançons un appel urgent en faveur d'une cessation des hostilités dans toute la Syrie. Les attaques visant les civils et les biens de caractère civil, y compris des installations médicales, doivent cesser immédiatement afin de soulager ces souffrances énormes et injustifiables du peuple syrien. Nous appelons donc toutes les parties à réduire les souffrances des civils, notamment des enfants, en accordant d'urgence un accès libre et sûr à l'aide humanitaire.

En ce qui concerne les zones de désescalade, qui englobent la Ghouta orientale, je voudrais rappeler qu'elles avaient pour but de garantir un cessez-le-feu et un accès humanitaire conformément au droit international, y compris le droit international humanitaire. À ce titre, je demande à toutes les parties de respecter les engagements qu'elles ont pris en matière de cessez-le-feu. J'appelle également les États membres du Conseil de sécurité à user de leur influence sur les parties afin qu'elles mettent en œuvre les engagements souscrits précédemment et créent les conditions d'un cessez-le-feu permanent.

Pour terminer, je voudrais souligner l'importance de maintenir l'unité du Conseil sur la question de l'accès humanitaire. Nous devons trouver une solution mutuellement acceptable pour exprimer une position claire du Conseil de sécurité à cet égard. Dans ce contexte, la Pologne voudrait réaffirmer son appui au travail effectué par la Suède et le Koweït en tant que rédacteurs du projet de résolution sur l'aide humanitaire pour la Syrie. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons tout mettre en œuvre pour adopter le projet de résolution dans les plus brefs délais. Il est de la responsabilité du Conseil de mettre un terme à la tragédie humanitaire en cours dans la Ghouta orientale. Nous ne pouvons rester les bras croisés.

M. Hickey (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock de son exposé très clair et très détaillé aujourd'hui. Entendre, par son intermédiaire, la voix des habitants de la Ghouta orientale a été un moment très fort.

La Russie a demandé cette séance aujourd'hui pour que nous puissions présenter notre vision de la situation sur le terrain et chercher des solutions pour en sortir. Nous avons entendu très clairement de la bouche du Secrétaire général adjoint Mark Lowcock

aujourd'hui et du Secrétaire général hier ce qu'il en était de la situation sur le terrain (voir S/PV.8185). C'est l'enfer sur terre; l'ampleur des souffrances humaines et de la destruction est intolérable. Bien que le régime syrien en soit le premier responsable, les souffrances du peuple syrien nous font honte à nous tous ici au Conseil de sécurité.

Nous devons être très clairs quant à la cause principale de cet enfer sur terre. Il résulte directement de l'intensification par le régime syrien de ses bombardements aériens de zones civiles, à l'aide de bombes à sous-munitions et d'armes chimiques, tuant systématiquement des centaines de ses propres citoyens. Comme d'autres l'ont dit aujourd'hui dans cette salle, il s'agit de violations du droit international humanitaire et de crimes de guerre. Le Royaume-Uni n'aura de cesse d'œuvrer au respect du principe de responsabilité et de la justice pour ces crimes en utilisant tous les mécanismes à sa disposition.

Nous le devons aux habitants de la Ghouta orientale de mettre en exergue la dévastation absolue à laquelle ils sont confrontés, puis de prendre des mesures pour y mettre un terme. Selon la Syrian American Medical Society, dans les premières 48 heures de la semaine, 250 civils ont été tués et 460 autres blessés. Ceux qui ont survécu à ces attaques ont ensuite été visés par le régime alors qu'ils essayaient d'obtenir de l'aide pour leurs blessures. Il y a eu 22 attaques distinctes contre 20 hôpitaux différents dans les trois jours qui se sont écoulés depuis lundi. Nous applaudissons le travail remarquable des braves médecins sur le terrain qui risquent leur vie pour en sauver d'autres. Et comme les Pays-Bas, nous rendons hommage aux héros des Casques blancs qui font preuve d'un courage, d'une bravoure et d'une résilience sans pareil pour sauver la vie de milliers de Syriens de toutes les parties au conflit.

Depuis le début du conflit, le régime d'Assad a colporté le mythe selon lequel tous ceux qui lui sont opposés sont des terroristes. Ce n'est manifestement pas le cas. Les habitants de la Ghouta orientale ne sont pas des terroristes. Le Front el-Nosra n'y a qu'une présence limitée, ses combattants représentant moins d'un quart de 1 % de la population de cette zone. Rien ne peut justifier les bombardements barbares que nous avons vus ces derniers jours ni le blocage de l'aide humanitaire ou encore le refus des évacuations médicales. Nous condamnons également les tirs de mortier depuis la Ghouta orientale qui visent des zones civiles de Damas, ainsi que les attaques lancées contre l'Ambassade de Russie dans cette même ville.

Le Conseil de sécurité a failli à ses responsabilités en Syrie. Nous savons tous pourquoi il en est ainsi, mais nous sommes tous d'accord pour dire qu'il ne peut y avoir de solution militaire au conflit – la solution ne peut être que politique. Les agissements du régime d'Assad au cours des dernières semaines et l'escalade militaire dans une zone garantie par la Russie et l'Iran en tant que zone de désescalade démontrent le mépris cynique affiché par le régime à l'égard de chacun des membres du Conseil de sécurité et de ses résolutions. Il est donc vital que nous y répondions en envoyant un message clair et uni.

La solution à cette situation n'est pas difficile. Il faut une cessation immédiate des hostilités, y compris l'arrêt immédiat des bombardements aériens de la Ghouta orientale. Si tous ceux qui sont dans cette salle s'engageaient sans équivoque en ce sens aujourd'hui, cela pourrait avoir un effet sur le terrain. Cela pourrait sauver la vie de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants innocents qui sont tués à l'heure même où nous parlons ici dans cette salle. C'est pourquoi nous saluons le projet de résolution que vous, Monsieur le Président, et la délégation suédoise avez présenté en bleu, et attendons avec intérêt un vote dans le courant de la journée.

Pour terminer, hier, nous avons débattu des principes consacrés par la Charte des Nations Unies que nos prédécesseurs ont rédigée au nom des peuples du monde afin de préserver les générations futures du fléau de la guerre (voir S/PV. 8185). Il est évident que nous n'avons pas été à la hauteur de cet objectif. Nous avons failli à nos obligations vis-à-vis des habitants de la Ghouta orientale. Mais essayons d'inverser cette tendance aujourd'hui. Adoptons le projet de résolution et prenons les mesures concrètes nécessaires pour alléger les souffrances dans cette zone de mort et de destruction.

M. Ndong Mba (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : La Guinée équatoriale remercie la Fédération de Russie d'avoir convoqué la présente séance du Conseil de sécurité dont elle espère qu'elle nous permettra d'adopter une décision visant à alléger les énormes souffrances et les pertes en vies humaines que l'on déplore dans la Ghouta orientale et dans d'autres régions de la Syrie. Nous remercions le Chef du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, M. Mark Lowcock, de son exposé riche en informations.

Pour la République de Guinée équatoriale, l'évolution de la situation humanitaire et de la situation que vit la population dans la Ghouta orientale exige l'adoption de mesures d'urgence pour remédier aux souffrances des civils les plus vulnérables. Ces derniers jours, le nombre de victimes et l'ampleur des dommages matériels causés aux infrastructures ont considérablement augmenté, et la communauté internationale a l'obligation de prendre des mesures urgentes éviter que de nouvelles pertes en vies humaines ne soient à déplorer, principalement des enfants et des femmes.

Nous réitérons l'appel lancé par la délégation équato-guinéenne le 14 février aux parties au conflit pour qu'elles permettent l'acheminement de l'aide humanitaire à ceux qui en ont le plus besoin (voir S/PV.8181). La cessation des hostilités est impérative pour assurer l'accès en toute sécurité des équipes de secours, la distribution de l'aide humanitaire et l'évacuation des blessés et des malades. La Guinée équatoriale appelle toutes les parties au conflit à prendre les mesures nécessaires pour mettre fin aux hostilités.

Un dialogue franc, direct et ouvert est le seul moyen viable de sortir de la crise syrienne. Le Conseil doit redoubler d'efforts et ramener les parties belligérantes à la table des négociations. À cet égard, la résolution 2254 (2015) reste un instrument valide. L'histoire récente de ce conflit nous a montré les effets dévastateurs qu'il peut avoir pour la région tout entière. Un règlement définitif et durable du conflit est dans l'intérêt de tous les pays du monde.

La République de Guinée équatoriale lance un appel urgent à toutes les parties au conflit, qu'elles soient directement ou indirectement impliquées, afin que soit instauré un cessez-le-feu immédiat qui sera respecté et garanti par tous pour permettre l'évacuation des populations civiles et la fourniture de soins médicaux, d'eau potable et de vivres, de manière à sauver la vie de centaines de personnes. Au moment même où nous débattons de cette question au Conseil de sécurité, les habitants de la Ghouta orientale et d'autres parties de la Syrie sont en danger de mort imminente. Nous devons examiner les propositions qui nous sont présentées sous un angle humanitaire, en prenant en compte la souffrance de la population dans la Ghouta orientale et en Syrie.

M. Llorentty Solíz (État plurinational de Bolivie) (*parle en espagnol*) : Ma délégation tient à remercier la délégation de la Fédération de Russie d'avoir demandé à la présidence du Conseil de convoquer la présente séance. Nous estimons qu'il est extrêmement important d'échanger nos points de vue sur les événements en Syrie. Nous remercions également M. Lowcock de son exposé.

La Bolivie redit une nouvelle fois à quel point elle déplore la crise en Syrie, qui a déjà causé des dégâts et des pertes humaines innombrables. Selon le Bureau de M. Lowcock, le conflit a déjà fait plus de 500 000 morts, 13,1 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire, dont 2,9 millions sont prises au piège dans des zones assiégées et difficiles d'accès, et on compte pas moins de 6,1 millions de déplacés. Nous regrettons que les événements récents aient alourdi le bilan des victimes et fait encore augmenter le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire. Nous lançons un appel pour que les opérations de déminage commencent dans les plus brefs délais et qu'une aide humanitaire de base soit acheminée, notamment dans la ville de Raqqa, afin de permettre un retour sûr et digne des familles déplacées par le conflit.

Les événements récents en Syrie soulignent hélas une fois de plus la nécessité urgente de relancer le processus politique de Genève, en consolidant les résultats tangibles obtenus à Astana et Sotchi, et en consultant bien évidemment toutes les parties concernées. Nous répétons ce que nombre de nos collègues ont déjà dit depuis le début de cette séance, à savoir qu'il n'existe pas de solution militaire à la situation en Syrie et que la seule issue est politique.

Nous renouvelons une fois encore notre profonde reconnaissance au personnel des divers organismes d'aide humanitaire déployés sur le terrain pour le travail qu'il accomplit, et nous redemandons aux parties concernées d'honorer les obligations qui leur incombent en vertu du droit international, en particulier le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme.

Nous redisons aux parties qu'elles doivent appliquer les accords conclus et respecter les zones de désescalade, et s'abstenir d'attaquer des installations civiles, notamment les zones résidentielles, les écoles et les hôpitaux, conformément au droit international humanitaire, afin de garantir la protection des civils et un accès sans entrave des organismes humanitaires pour qu'ils puissent fournir l'aide qui fait cruellement défaut.

Je sais que nous approuvons tous ces principes élémentaires du droit international humanitaire. En

outre, nous avons tous réaffirmé à maintes reprises les obligations qui incombent au Conseil de sécurité en vertu de la Charte des Nations Unies et le fait qu'il a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cela étant dit, ma délégation est opposée à ce qu'on applique deux poids, deux mesures quel que soit le sujet à l'examen, *a fortiori* lorsqu'on parle de questions humanitaires. Nous ne devons pas instrumentaliser le Conseil de sécurité et, comme nous l'avons souligné en de multiples occasions, nous ne pouvons pas non plus permettre que le Conseil devienne un simple miroir de cette guerre dans lequel on retrouverait certains camps bien connus.

Quand je parle de deux poids, deux mesures, je ne pense pas à la situation humanitaire dans d'autres endroits du monde, mais bien à ce qui se passe en Syrie. Ma délégation ne comprend pas comment il se fait que le Conseil de sécurité n'ait même pas été en mesure de réagir aux attaques terroristes qui ont visé l'Ambassade de la Fédération de Russie – un membre du Conseil de sécurité – à Damas. Nous avons compté six attaques, dont la dernière s'est produite il y a deux semaines, et le silence du Conseil devrait vraiment nous interpeller sur la pratique du deux poids, deux mesures.

Je réaffirme que nous rejetons totalement la politisation de toute question humanitaire. Nous savons que la situation en Syrie est urgente et il nous faut réfléchir sérieusement à la manière de faire face à chacune de ces situations, qui ont toutes des caractéristiques propres.

En ce qui concerne le projet de résolution porté à l'attention du Conseil de sécurité, ma délégation tient en premier lieu à remercier sincèrement les délégations suédoise et koweïtienne de leurs efforts. Elles ont œuvré d'arrache-pied et consulté les diverses délégations dans le contexte d'un processus qui par nature est compliqué. Ainsi vont les négociations. Nous espérons que les divers appels lancés au Conseil pour qu'il agisse porteront leurs fruits. Dans le même temps, il nous semble important de reconnaître que demander un vote sur un projet de résolution, comme l'ont fait certaines délégations aujourd'hui, en sachant pertinemment qu'il ne sera pas adopté par le Conseil n'a rien d'humanitaire mais relève d'une manœuvre politique. Quand on met aux voix un projet de résolution en sachant qu'il ne sera pas adopté, l'objectif n'est nullement d'atténuer la situation humanitaire, mais simplement de faire les gros titres, et c'est pourquoi nous disons qu'il faut éviter d'instrumentaliser le Conseil de sécurité à des fins politiques.

Nous accueillons très favorablement le fait que la délégation russe ait proposé de nouveaux éléments de langage pour nous permettre de poursuivre les négociations. Il est indispensable – et j'approuve ce qu'a dit l'Ambassadeur de la Suède à cet égard – de bien comprendre qu'il s'agit d'un test pour nous tous, que le Conseil est mis à l'épreuve s'agissant d'atténuer la crise humanitaire en Syrie, et que cette épreuve consiste pour lui à parvenir à l'unité. Si le Conseil ne parvient pas à s'unir, la séance durant laquelle le projet de résolution sera mis aux voix entrera une nouvelle fois dans l'histoire et se résumera, je le répète, à quelques gros titres qui ne nous mèneront à rien et n'amélioreront nullement la situation humanitaire en Syrie.

C'est pourquoi je lance un appel fraternel aux membres du Conseil, à mes collègues, et surtout à mes frères, les Ambassadeurs de la Suède et du Koweït, afin que nous ne ménagions aucun effort pour envoyer un signal et pour que le Conseil se détourne du cap qu'il a suivi à plusieurs reprises ces derniers mois, de manière à démontrer que, quand nous sommes unis, nous pouvons, au moins dans une certaine mesure, répondre aux attentes des autres États Membres et nous acquitter des responsabilités qui sont les nôtres en vertu de la Charte.

M. Tanoh-Boutchoue (Côte d'Ivoire) : Je voudrais tout d'abord remercier la Fédération de Russie d'avoir appelé à la tenue de la séance de cette matinée.

Je voudrais également saluer M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, pour son utile exposé sur les derniers développements de la situation humanitaire en Syrie, qui a atteint un seuil critique.

La Côte d'Ivoire reste vivement préoccupée par la dégradation continue de la situation humanitaire, largement impactée par la recrudescence des combats sur le terrain, notamment dans la Ghouta orientale où l'on déplore, depuis lundi, la mort de 40 civils et plus de 150 blessés, de même que la destruction de nombreux hôpitaux et écoles. Face à cette escalade extrême des hostilités, ma délégation voudrait, à la suite de l'appel lancé hier à cette même tribune par le Secrétaire général, M. António Guterres (voir S/PV.8185), en appeler au sens de la responsabilité des parties en présence, afin de faire cesser le drame de la Ghouta orientale. Elle les invite à la retenue, en vue de la cessation immédiate des hostilités pour permettre la reprise de l'acheminement de l'aide humanitaire, y compris les évacuations sanitaires, aux fins de soulager les souffrances de la population syrienne.

La Côte d'Ivoire réitère sa conviction et sa position de principe que la réponse à la crise en Syrie ne saurait être militaire. Au contraire, elle doit plutôt être recherchée dans le cadre d'un dialogue et d'un processus politique inclusifs, comme le prévoit la feuille de route de la résolution 2254 (2015).

Enfin, face à la situation humanitaire dramatique que vit la Ghouta orientale, et dont M. Lowcock vient de nous faire le sombre tableau, la Côte d'Ivoire approuve la proposition relative à un projet de résolution déposé par les délégations du Koweït et de la Suède appelant à l'arrêt des hostilités pour une période de 30 jours, en vue de permettre un accès humanitaire immédiat aux populations assiégées de la région. Le Conseil doit, en mettant de côté tous les calculs politiques et autres divergences, entreprendre l'œuvre louable de sauvetage de l'enfer dans lequel se trouvent les êtres humains que sont les habitants de la Ghouta orientale et des autres régions de la Syrie, qui sont aussi des citoyens syriens.

M. Temenov (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Nous remercions la délégation de la Fédération de Russie d'avoir appelé à la tenue de cette séance d'information publique sur cette question humanitaire très critique en Syrie, et nous remercions M. Mark Lowcock pour son exposé de la situation.

À l'instar d'autres orateurs, nous voudrions exprimer nos vives préoccupations face à la gravité persistante de la situation humanitaire catastrophique qui règne en Syrie, notamment dans la Ghouta orientale, dans le gouvernorat d'Edleb, dans le nord de la province de Hama, à Roukban et à Raqqa. Le Kazakhstan exhorte toutes les parties à l'intérieur et à l'extérieur du pays à prévenir de nouvelles violences et à permettre aux organisations humanitaires d'avoir accès aux personnes qui sont dans le besoin afin de leur venir en aide. Depuis le début de février, on compte plus de 1 200 victimes civiles suite à l'offensive militaire lancée contre la Ghouta orientale.

Une cessation des hostilités et de toutes les opérations militaires sur l'ensemble du territoire syrien s'impose afin de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire, la fourniture des services et l'évacuation sanitaire des malades et des blessés graves, conformément au droit international. Le Kazakhstan estime qu'il est essentiel de parvenir à un accord sur une résolution du Conseil de sécurité relative à la cessation des hostilités en Syrie, qui est actuellement examinée par les membres du Conseil, pour qu'elle soit réalisable et efficace. Le Kazakhstan appelle toutes les parties à parvenir à un consensus et à joindre leurs efforts en vue de la suspension immédiate de toutes les activités de guerre dans la Ghouta orientale et dans d'autres régions de la Syrie, pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire à tous ceux qui en ont besoin et l'évacuation de tous les patients qui ont besoin de soins urgents auxquels ils n'ont pas accès sur place.

Ma délégation appuie les cinq demandes présentées le 11 janvier par le Coordonnateur des secours d'urgence lors de sa mission en Syrie et appelle toutes les parties à faciliter la mise en œuvre de ces cinq demandes et d'autres demandes énoncées dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité en vue d'améliorer la fourniture d'une aide humanitaire soutenue et selon les principes établis en Syrie en 2018. Dans ce contexte, nous attendons avec intérêt la réunion des Ministres des affaires étrangères des pays garants du processus d'Astana, à savoir la Fédération de Russie, la Turquie et l'Iran, qui doit se tenir en mars à Astana, pour examiner toutes les questions relatives à l'évolution récente de la situation sur le terrain. Le calendrier et l'ordre du jour de cette réunion sont en train d'être mis au point. À cet égard, le prochain cycle du processus d'Astana devrait se tenir après cette réunion des Ministres des affaires étrangères.

Enfin, en mai 2017, le Kazakhstan s'est félicité de l'adoption du mémorandum portant création de zones de désescalade en République arabe syrienne. Ces zones ont permis de réduire les hostilités entre les parties au conflit. Toutefois, à l'heure actuelle, les accords de cessez-le-feu portant sur ces zones sont en train d'être violés. Il importe au plus haut point que toutes les parties au conflit respectent les accords de cessez-le-feu et que les États garants veillent à leur application. De même, les accords conclus à Astana ne doivent pas rester lettre morte, mais doivent être strictement respectés.

Le Président (*parle en arabe*): Je donne la parole au représentant de la République arabe syrienne et je l'encourage vivement à limiter sa déclaration à cinq minutes, conformément à la note S/2017/507.

M. Ja'afari (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Ma délégation n'était pas au courant de cette décision, Monsieur le Président, à savoir que mon temps de parole est limité à cinq minutes. Je m'oppose à cette décision et je me réserve par conséquent le droit de présenter les vues de mon pays à cette séance importante consacrée à la situation dans mon pays.

Le Président (*parle en arabe*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé à faire une autre déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous ne comprenons pas, Monsieur le Président, pourquoi vous proposez de limiter le temps de parole du représentant de la République arabe syrienne sur cette question particulièrement importante à l'examen. Son pays est directement impliqué et c'est là que se déroulent tous ces événements dont il est question ici. Il faut donc donner la possibilité au représentant de la Syrie de s'exprimer pendant aussi longtemps que l'exige sa déclaration. À mon avis, on ne peut pas restreindre son temps de parole de façon artificielle.

Le Président (*parle en arabe*) : Je n'ai pris aucune décision. J'ai simplement encouragé le représentant de la Syrie à respecter les dispositions de la note S/2017/507.

Je donne à nouveau la parole au représentant de la République arabe syrienne.

M. Ja'afari (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Une fois de plus, je dis que nous n'étions pas au courant de la note S/2017/507. Je pense que cela est injuste et a un rapport avec un certain nombre de questions que je voulais évoquer dans ma déclaration. J'espère que tout le monde sera assez patient pour écouter la déclaration que je vais faire au nom du Gouvernement de mon pays. Il ne s'agit pas d'une déclaration personnelle. Tous les orateurs ont pris la parole au nom de leurs gouvernements et je ferai de même. J'invite tous les membres à écouter avec beaucoup d'attention ce que j'ai à dire.

En ce moment même, des centaines de roquettes et de mortiers ciblent la capitale, Damas. À ce jour, ils ont blessé 37 personnes, dont six enfants, et entraîné la mort en martyrs d'un certain nombre de personnes, dont deux enfants. Cela n'est pas surprenant. Comme le Conseil le sait, à chaque fois qu'une séance du Conseil de sécurité est organisée pour discuter de la situation en Syrie, il y a un massacre par-ci, un attentat-suicide par-là, et des meurtres de civils dans certaines villes syriennes. Au cours des sept dernières années, nous avons été témoins non pas de dizaines, mais de centaines de massacres. M. Lowcock n'a pas reçu ces informations comme il reçoit les messages de ceux qu'il appelle des « travailleurs humanitaires dans la Ghouta orientale qui ont des connaissances en le droit international humanitaire». M. Lowcock n'a pas sollicité les vues du Gouvernement syrien, que nous avons exprimées dans des centaines de lettres, qui lui ont été envoyées ainsi qu'au Conseil. Tous ceux qui, à la présente séance, ont utilisé le mot « régime » pour se référer à mon pays ne sont ni objectifs, ni impartiaux. Ils révèlent l'implication de leur pays dans la crise terroriste actuelle que traverse mon pays.

Nous remercions la délégation de la Fédération de Russie d'avoir demandé la tenue de cette séance pour nous donner l'occasion de présenter, une fois de plus, la réalité de la souffrance des civils causée par les pratiques des groupes terroristes armés ou, comme certains les appellent, des groupes de « l'opposition armée modérée». Au cours des sept dernières années, ils ont semé la mort et la destruction partout où ils ont opéré. Ils ont utilisé des civils comme boucliers humains. Ils ont ciblé des hôpitaux et des écoles, les transformant en centres militaires. Ils ont lancé des missiles et des roquettes de manière aveugle sur des quartiers résidentiels et peuplés.

Bien sûr, comme le Représentant permanent de la France l'a dit avant de quitter la présente séance, il ne s'agit là que d'une forme de résistance. Il s'est référé aux terroristes qui bombardent Damas en parlant de la « résistance » que le régime syrien tente de réprimer. Cette séance est particulièrement importante, étant donné que certains acteurs, en particulier les États-Unis d'Amérique et la soi-disant coalition internationale, sont passés de l'étape de l'agression indirecte – celle de l'appui au terrorisme – à celle de l'agression directe. Ces acteurs ont recruté des terroristes aux quatre coins du monde. Ils les appellent les djihadistes et les envoient en Syrie. À chaque fois que les terroristes ont échoué, ces acteurs ont été présents – militairement, politiquement, par l'intermédiaire des médias et par l'intermédiaire de l'ONU – pour intervenir afin de réussir là où leurs supplétifs terroristes ont échoué.

Soyons clairs. Certains membres du Conseil, et je vise en particulier les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et la France, voudraient priver le Gouvernement syrien de son droit constitutionnel et souverain de défendre son territoire et son peuple, comme cela était déjà consacré par la Charte des Nations Unies lorsque nous avions des pères fondateurs sages et le droit international, et comme le garantissent toutes les résolutions de l'ONU concernant la lutte antiterroriste.

Aujourd'hui, j'ai entendu des références au projet de résolution publié sous la cote document S/2018/146, sur les questions humanitaires. Les rédacteurs, le Koweït et la Suède, ont travaillé sur ce projet de résolution pendant plusieurs semaines. Je les remercie

des efforts qu'ils ont déployés. Toutefois, ces efforts sont loin d'être parfaits. Les rédacteurs ne se sont pas du tout coordonnés avec la délégation syrienne. Ils n'ont même pas demandé à entendre les vues de mon pays sur le projet de résolution qui le concerne.

Imaginons un instant que des centaines de terroristes se soient postés dans le Bois de Boulogne pour cibler des civils à Paris, en lançant des dizaines de missiles chaque jour. Aurions-nous vu un projet de résolution appelant à une trêve humanitaire pour donner à l'opposition armée modérée française l'occasion de reprendre du pouvoir et de lancer des missiles ciblant Paris?

Imaginons un instant que des centaines de terroristes se soient postés à Central Park, ici à New York, pour cibler des civils à Manhattan, en lançant des dizaines de missiles chaque jour. Aurions-nous vu un projet de résolution appelant à l'évacuation médicale de l'opposition armée modérée américaine?

Imaginons un instant que des centaines de terroristes se soient postés à Hyde Park pour cibler des civils à Londres, en lançant des dizaines de missiles chaque jour. Aurions-nous vu un projet de résolution appelant à l'acheminement de l'aide humanitaire à l'opposition armée modérée britannique? Aurions-nous entendu des déclarations de la part de hauts responsables du Secrétariat, tels que M. Lowcock, appelant à mettre fin à la lutte contre les groupes armés qu'ils décrivent comme des groupes d'opposition armés non étatiques? Malheureusement, c'est ainsi que les documents de l'ONU se réfèrent aux terroristes aujourd'hui – des groupes d'opposition armés non étatiques.

Bien sûr, ce ne sont là que des scénarios hypothétiques qui peuvent sembler improbables. Toutefois, c'est la réalité en Syrie. C'est la tragédie dont nous sommes témoins chaque jour dans des villes syriennes, notamment dans la ville de Damas, et dont souffrent ses habitants. C'est une réalité amère à laquelle le Gouvernement syrien est confronté à cause des approches erronées adoptées par l'ONU et des positions de certains de ses États Membres. Damas est la ville peuplée la plus ancienne de l'histoire. Elle connaît la destruction, la mort et la douleur chaque jour à cause des missiles, des mortiers et des roquettes tirés par des groupes terroristes armés opérant dans la Ghouta orientale. Ces groupes terroristes – l'État islamique d'Iraq et du Levant, le Front el-Nosra et les groupes qui leur sont affiliés – sont désignés comme des groupes terroristes au Conseil de sécurité. Aujourd'hui, 8 millions de personnes vivent à Damas, dont des centaines de milliers qui ont fui les groupes armés qui ont attaqué leurs villages et leurs foyers dans de nombreuses régions de Syrie, notamment dans la Ghouta orientale.

Aujourd'hui, l'ONU traverse une insondable crise professionnelle et morale. Les hauts responsables du Secrétariat n'ont aucun scrupule à adhérer aux positions des gouvernements qui parrainent le terrorisme dans mon pays. Ils sont directement impliqués dans la diffusion de faits erronés et de chiffres manipulés, en recourant à des tournures et à une terminologie trompeuses, et en se fondant sur des sources non fiables pour faire leurs déclarations et rédiger leurs rapports. Bien sûr, je ne peux pas dresser la liste de tous ces scandales aujourd'hui. Je me contenterai de rappeler au Conseil le rapport de la Mission d'établissement des faits de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques en République arabe syrienne (voir S/2017/567), publié en juin 2017. Le rapport indique que les sources publiques sur lesquelles il s'est fondé incluent le témoignage du médecin britannique Shajul Islam. Pour ceux qui ne savent pas qui est M. Islam, c'est un terroriste étranger qui combat aux côtés du Front el-Nosra à Edleb. Il a été condamné au Royaume-Uni et n'a pas été autorisé à y pratiquer la médecine, car il était impliqué dans des crimes à caractère terroriste, tels que l'enlèvement du journaliste britannique John Cantlie. Ce n'est qu'un exemple de certains rapports trompeurs publiés par le Secrétariat.

Nous sommes convaincus que ces pratiques odieuses ne cesseront pas et que certains responsables de l'Organisation des Nations Unies feront abstraction des informations sérieuses que nous leur avons transmises au sujet des groupes terroristes armés qui ont inventé l'histoire que le Gouvernement syrien utilisait des substances chimiques toxiques contre des civils dans la Ghouta orientale. Ces groupes entraînent certains de leur membres à simuler une exposition à des substances toxiques. Bien entendu, ces images sont diffusées par des réseaux bien connus et par les correspondants de M. Lowcock, et l'Armée arabe syrienne en est accusée. Bien que nous ayons adressé des centaines de lettres au Secrétaire général, au Président du Conseil de sécurité et aux institutions des Nations Unies spécialisées dans la lutte contre le terrorisme et dans l'interdiction des armes chimiques, nous sommes certains que d'aucuns à l'ONU n'hésiteront pas à croire cette histoire et à accuser le Gouvernement syrien. C'est tout simplement parce que certains intérêts au sein de l'Organisation obligent certaines personnes à s'associer à l'extorsion contre

la République arabe syrienne et ses alliés, qui luttent contre le terrorisme au nom de tous ceux ici présents.

Depuis plus de deux mois maintenant, le Gouvernement syrien envoie des lettres presque chaque jour au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité pour documenter le nombre de missiles utilisés, qui a atteint ces dernières semaines près de 1 200. Nous avons également fourni des documents sur les pertes humaines et matérielles subies dans la ville de Damas par des civils pris pour cible par des groupes terroristes depuis la Ghouta orientale. Toutefois, dans ses déclarations et appels, le Secrétariat n'a aucun mal à faire fi des souffrances de 8 millions de personnes à Damas. Il n'a pas hésité à participer à la campagne trompeuse lancée par certains États afin de protéger quelques milliers de membres des groupes terroristes armés dans la Ghouta orientale. Ils sacrifient 8 millions de civils à Damas pour protéger quelques milliers de terroristes dans la Ghouta orientale. Voilà en bref quelle est la situation.

Des sources internationales et de l'Organisation des Nations Unies répandent des informations sur un siège implacable de la Ghouta orientale. Cela n'est pas conforme à la réalité incontestable sur le terrain. Nous parlons ici d'une zone vitale qui est la principale source d'aliments pour la ville de Damas. Des camions commerciaux font constamment l'aller-retour avec la Ghouta. Le Gouvernement syrien a facilité l'acheminement de l'aide humanitaire à la population de la Ghouta orientale, lorsque les conditions sur le terrain l'ont permis. Nous avons également approuvé des évacuations médicales vers des hôpitaux gouvernementaux de Damas. La vérité que nous connaissons tous, et que même les hauts fonctionnaires du Secrétariat connaissent, c'est que des groupes terroristes armés contrôlent l'aide humanitaire qui entre dans la Ghouta orientale. Ils la distribuent à leurs membres et en privent les civils.

Il y a une autre vérité que le Secrétariat feint d'ignorer. Les habitants de la Ghouta orientale sont descendus dans la rue pour protester contre les pratiques des terroristes qui mettent en joue des personnes innocentes. Bien sûr, ces innocents assiégés envoient eux aussi des messages, mais le radar de M. Lowcock ne les reçoit pas. Je voudrais poser la question suivante au Secrétariat : comment justifie-t-il le fait de faire fi des rapports et des informations que le Gouvernement syrien a présentés sur les milliers d'otages et de personnes enlevées qui sont détenus par des groupes terroristes armés dans la Ghouta orientale dans la prétendue prison d'Attawba? Ils nécessitent une évacuation médicale immédiate. L'ONU fait abstraction d'images vidéo affichées par des groupes armés, qui montrent des femmes et des enfants, parmi les otages, en train d'être poussés dans des cages en métal, puis laissés dans la rue. C'est une scène pénible qui rappelle l'époque de l'esclavage. C'est une véritable folie, dont le Secrétaire général a parlé hier et dont plusieurs collègues se sont fait l'écho aujourd'hui. C'est vrai, il existe une folie terroriste dans la Ghouta orientale, et nous devons la faire cesser.

Le pire, c'est que d'aucuns au Secrétariat essaient d'utiliser l'accord sur les zones de désescalade pour déformer les faits et passer sous silence les multiples violations perpétrées par ces groupes terroristes armés. Ces derniers reçoivent des instructions de l'extérieur de la part d'acteurs dont certains sont présents dans cette salle. Ils ont pour instructions de viser les sites militaires syriens et de lancer des attaques en utilisant des roquettes, des missiles et des voitures piégées contre des quartiers résidentiels de Damas.

Ces groupes qui agissent dans la Ghouta orientale et qui tuent chaque jour des civils à Damas sont des groupes terroristes armés, quels que soient leurs changements de nom, d'affiliation ou d'alliance. Aujourd'hui, ils s'appellent Jaysh al-Islam, le Corps Al-Rahman, l'Aube de l'Islam et Ahrar el-Cham. Hier ils s'appelaient le Front islamique, Hayat Tahrir el-Cham et le Front el-Nosra. J'invite tous les membres du Conseil de sécurité à examiner les sites Web de ces groupes et les chaînes de télévision par satellite que les satellites occidentaux aident à diffuser. Il leur deviendra évident qu'ils partagent tous la même idéologie terroriste wahhabite et qu'ils appellent tous à l'adhésion à des idées takfiristes et à l'annihilation d'autrui. Toute tentative de changer leurs noms et leurs descriptions en les appelant opposition modérée ou groupes armés non étatiques ne modifiera pas leur réalité terroriste. Cela ne nous empêchera pas, en tant que Gouvernement, de défendre nos citoyens avec le soutien de nos alliés et de combattre le terrorisme, conformément aux résolutions du Conseil sur la lutte antiterroriste.

Certaines personnes ici présentes exploitent les souffrances du peuple syrien et font le commerce de son sang. Elles exigent l'application du principe de responsabilité tout en étant des partenaires directs dans l'appui et la défense du terrorisme. Elles sont impliquées dans l'agression militaire directe contre mon peuple, comme cela a été le cas en Palestine, en Afghanistan,

en Iraq, en Libye, en Afrique et en Amérique latine. Le dilemme auquel nous sommes confrontés aujourd'hui est que le mécanisme de travail au sein de l'Organisation des Nations Unies est pris en otage par la polarisation politique et financière. De ce fait, ce mécanisme de travail ne tient aucun compte des crimes de la prétendue coalition internationale menée par les États-Unis d'Amérique.

Comme l'a dit mon collègue, l'Ambassadeur de la Fédération de Russie, la coalition internationale a complètement détruit Raqqa, tuant des centaines de civils et détruisant des abris, des infrastructures et des ponts au-dessus de l'Euphrate et partout en Syrie, sous prétexte de combattre l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL). Elle a utilisé des armes internationalement interdites contre des civils en Syrie, y compris du napalm des États-Unis, comme cela avait été le cas au Viet Nam. La coalition internationale a pris pour cible, plus d'une fois, les forces armées syriennes et les forces alliées pour briser le siège contre l'EIIL. La coalition et ses milices ont conclu un accord avec l'EIIL afin que les combattants de l'EIIL, leurs familles et leurs armes lourdes puissent quitter Raqqa et d'autres lieux pour combattre ailleurs les forces syriennes et leurs alliés.

L'Organisation des Nations Unies fait totalement fi des agressions répétées des forces d'occupation israéliennes contre nos territoires dans le cadre de leur appui aux groupes terroristes armés. Le Département des opérations de maintien de la paix n'a aucune idée de ce qui se passe dans le Golan. L'ONU elle-même méconnaît complètement les agressions et violations turques contre la souveraineté syrienne, ainsi que l'agression militaire directe que la Turquie a maintenant lancée contre Afrin. Aucun orateur n'a abordé ce problème dans sa déclaration.

Pour conclure, en répondant à ceux qui craignent que la Ghouta orientale puisse devenir un second Alep, je les invite à se rendre aujourd'hui à Alep pour voir de leurs propres yeux comment des millions de personnes, et non pas des milliers, ont repris leur vie normale après qu'Alep a été libéré du terrorisme. En fait, la Ghouta orientale deviendra bien un second Alep, tout comme Edleb et toutes les zones qui ont souffert du terrorisme des groupes armés en Syrie.

Nous ne succomberons plus au chantage de ceux qui ont soutenu le terrorisme en Syrie. Nous ne serons pas passifs face aux plans des Gouvernements des cinq États qui se sont réunis à Washington le mois dernier pour diviser la Syrie et faire en sorte que la Conférence de Sotchi et l'ensemble du processus politique soient voués à l'échec. C'est ce qu'ont révélé aujourd'hui des médias britanniques.

Nous ne resterons pas les bras croisés tandis que ceux qui se servent du terrorisme, qui prennent des mesures économiques injustes et qui se livrent à une agression militaire directe contre le peuple syrien cherchent à promouvoir leurs sordides objectifs politiques. Le Conseil peut en être assuré, l'histoire reconnaîtra bientôt que c'est au nom du monde entier que nous et nos alliés faisons la guerre au terrorisme, lequel terrorisme est soutenu par des gouvernements qui devront sous peu répondre de leurs actes devant leurs propres populations et devant l'opinion publique mondiale. Ces gouvernements ont tout misé sur le terrorisme, tant et si bien qu'il est parvenu jusqu'à leurs villes, jusqu'à leurs citoyens, et jusqu'à tous les lieux sûrs du monde entier.

Lorsque je regarde certains visages dans cette salle et que je vois l'hypocrisie politique qui s'y lit, il me revient une célèbre phrase du grand écrivain russe, Fiodor Dostoïevski, qui dit, en substance, qu'on peut être sûr que l'enfer est suffisamment grand pour tout le monde et qu'il n'est pas nécessaire de se livrer à une concurrence si farouche pour savoir qui est le pire.

La séance est levée à 14 h 10.